

A l'hôpital de Dole, au moins 50 médecins et agents malades du covid 19

Pour la CGT, les mesures pour la protection du personnel ont été prises trop tard. Le syndicat demande un dépistage systématique.

Depuis le début de la crise sanitaire, le centre hospitalier Louis-Pasteur de Dole a été en capacité d'accueillir tous les patients qui lui étaient adressés. Après une montée rapide qui a pu faire craindre la saturation, le nombre de séjours pour covid-19 a connu une légère décroissance pour se stabiliser autour de la cinquantaine. Tous ceux qui avaient besoin de soins plus intensifs ont pu être transférés sans problème vers les CHU de Besançon.

→ Le CMLS, service le plus durement frappé

Le bilan établi par le syndicat était au 15 avril de 12 médecins testés positifs, 17 infirmiers, 15 aides soignants, 2 agents de service, 2 kinés et 2 cadres de santé. Le principal foyer est le CMLS, qui totalise à lui seul 40 % des agents infectés. « Plus tous ceux pour qui le test a été négatif mais qui sont au fond de leur lit avec tous les symptômes », ajoute Philippe Zante, pour qui il aurait fallu bien avant le 1^{er} avril rendre le port du masque obligatoire dans l'établissement.

Le syndicat CGT de l'établissement s'inquiète néanmoins de la fatigue engendrée par l'effort qui est demandé au personnel. « Après cinq semaines de covid, les filles ont le visage explosé. Il va bien falloir qu'elles prennent des congés », prévient Michel Gerbod, pour qui il faut déjà se demander : « Comment est-ce qu'on va faire en juin, juillet et août ? »

110 emplois perdus depuis 2014

La mobilisation est totale avec l'appel à des personnels d'autres établissements, la mise à contribution des élèves de l'école d'infirmières et aides soignants, le retour de personnes en retraite. Les représentants du personnel rappellent que 110 emplois ont été supprimés depuis 2014.

Occupées qu'elles étaient à mettre en œuvre les mesures de réorganisation de l'hôpital, les directions successives n'avaient pas finalisé le travail engagé en 2009 pour adopter un plan pandémie. « On avait assez de masques pour trois semaines d'utilisation normale, qui là ont été consommés en 4 ou 5 jours. Il aurait fallu un stock pour affronter 8 à 12 semaines de pandémie », dénonce le secrétaire du syndicat Philippe Zante.

Le déficit de l'hôpital va s'aggraver

La promesse de moyens supplémentaires pour l'hôpital ne suffit pas à rassurer les syndicats tant l'actuelle crise sanitaire a créé de besoins. Les recettes de



« Notre rôle est d'aller voir les agents dans les services et de faire remonter ce qu'ils nous disent à la direction et aussi à l'ARS », expliquent Michel Gerbod et Philippe Zante. (©Voix du Jura / B. I.)

l'hôpital restent liées à son activité (T2A), mais sur des bases que la CGT dénonce : « Pour qu'un patient hospitalisé soit rentable, il faut qu'il sorte au bout de trois jours. Au-delà, l'hôpital perd de l'argent. Or avec le covid, c'est quinze jours ou trois semaines de soins avec davantage de personnel. Le déficit va exploser ». Le problème est encore accru par la forte diminution des consultations externes.

Concertation hebdomadaire

Les instances de l'hôpital se

réunissent au moins une fois par semaine. Les syndicalistes décrivent un climat de dialogue plutôt constructif : « Notre rôle est d'aller voir les agents dans les services et de faire remonter ce qu'ils nous disent à la direction et aussi à l'ARS. Le directeur M. Chaffange est à l'écoute. Il a pu affecter des renforts là où cela était le plus nécessaire ».

De leur point de vue, tout cela a cependant mis trop de temps à se mettre en place. Alors que le plan blanc était déclenché depuis le 13 mars, l'aile covid du CMLS n'a ouvert que le 10 avril.

Michel Gerbod rapporte des visites au cours desquelles il voyait des aides soignantes faire des toilettes sans protections supplémentaires alors qu'il y avait des suspicions de covid : « Les cadres et les médecins me demandaient de partir car, selon eux, j'affolais les agents. Ça n'a pas empêché ce que ceux qui me faisaient ce reproche soient eux-mêmes infectés ».

Pour Gilles Chaffange, directeur de l'hôpital Louis-Pasteur, la responsabilité de l'établissement ne peut être mise en cause : « A aucun moment, les mesures prises pour la protection des

personnels n'ont été en dessous des préconisations que les autorités sanitaires nous transmettent de façon quotidienne. Aujourd'hui, nous sommes même plutôt au-dessus ».

Il ne comprend pas que l'hôpital n'ait pas instauré la prise de température des agents avant de les autoriser à prendre leur service. Sa revendication porte à présent sur un dépistage systématique du personnel. Et aussi la reconnaissance du covid-19 comme maladie professionnelle : « Il peut laisser des séquelles ».

LA RÉPONSE DE LA DIRECTION DU CENTRE HOSPITALIER

La direction du CHLP juge « très approximative » l'analyse de l'organisation et des problématiques « par certains représentants du personnel au CHSCT qui font état d'un manque d'anticipation, voir de négligences ayant conduit notamment à la contamination de plusieurs soignants », écrit Gilles Chaffange, le directeur. « Comme dans tous les hôpitaux recevant des patients covid-19, le dispositif mis en place par le CHLP repose sur la mise en place d'une filière spécifique dont la capacité a augmenté progressivement pour répondre aux besoins grandissants d'hospitalisation. Cette filière compte aujourd'hui un peu plus de 100 lits, soit environ 60 % de nos lits d'hospitalisation en MCO (médecine, chirurgie, obstétrique) ce qui témoigne de l'effort considérable [...] Une cellule de crise est réunie tous les matins pour assurer le pilotage et la coordination de ces adaptations inédites tenant systématiquement compte des dernières recommandations sanitaires adressées via l'ARS. La crise sanitaire n'est pas terminée mais c'est une grande satisfaction de constater que le dispositif Dolois n'a jamais été débordé. »

Pour lui, cette « guerre sanitaire » a également son lot de contraintes pour tous les hospitaliers, plannings modifiés, charges de travail et psychologique importantes, inquiétudes de chacun pour sa propre santé et celle de ses proches : « Dans ce contexte la question des équipements de protection individuelle et des tests prennent une très grande importance. Sur ce plan il est nécessaire de confirmer, sans nier les tensions sur les approvisionnements, qu'à aucun moment les mesures de protection des agents n'ont été inférieures aux recommandations sanitaires et qu'elles ont suivi régulièrement l'évolution de ces recommandations. Cela a été rendu possible grâce aux stocks, aux livraisons organisées via l'ARS et aux dons importants des entreprises et des particuliers du bassin Dolois qui se sont largement mobilisés et qui le font encore comme en témoignent les 160 volontaires qui ont répondu à l'appel de la direction des moyens opérationnels pour confectionner des surblouses pour les soignants. »

En ce qui concerne les tests, « environ 15 % du personnel de l'hôpital s'est fait

tester révélant ainsi qu'un certain nombre d'entre eux était positifs comme c'est malheureusement le cas dans tous les établissements accueillant des patients covid mais heureusement sans qu'aucun n'ait eu besoin à ce jour d'une prise en charge en réanimation [...] Vouloir identifier le professionnel cas 0 tel que cela a été indiqué ne repose sur aucune considération scientifique, c'est même une allégation fautive au regard de la chronologie des agents testés positifs qui met en cause inutilement et injustement un chirurgien de l'établissement. Prétendre que le personnel du Pôle gériatrique n'a été autorisé à porter un masque qu'à compter du 1^{er} avril est un mensonge dans la mesure où la décision de généraliser le port du masque à tous les soignants date du 16 mars. Le 1^{er} avril le port du masque a été étendu à l'ensemble du personnel hospitalier. Pointer un manque d'anticipation avec l'ouverture d'un service covid sur le CMLS seulement le 10 avril c'est méconnaître que tous les patients du pôle gériatrique testés positifs ont été pris en charge dès le début sur les unités de médecine spécialement dédiées. »

La reconnaissance Nationale, pour les soignants décédés ?

Quarante députés, dont Danielle Erulebois députée du Jura, ont déposé à l'Assemblée nationale une proposition de loi visant à accorder un statut de reconnaissance Nationale, aux soignants décédés suite au Covid-19, ce qui permettrait à la Nation d'accompagner leurs enfants.

« Les victimes sont déjà nombreuses, et des familles sont endeuillées. Cette épidémie cause des peines immenses qui forment un drame national », expliquent-ils, soulignant que les soignants sont bien en première ligne. « Ils luttent, avec le sens du devoir, contre un ennemi invisible mais féroce. Ils sont

au combat au profit de leurs semblables, acceptant de sacrifier leur vie pour remplir leur mission. Ce sont des visages, des « engagés » au service des autres, mais surtout des mères et des pères de famille que la France ne doit jamais oublier. »

Pour ces élus, pas de doute : les soignants contaminés et victimes du coronavirus méritent tous la reconnaissance de la Nation, « parce qu'ils sont morts pour elle ». Ce titre permettrait à la République d'accompagner leurs enfants avec un statut semblable à celui des « Pupilles de la Nation ».